

Durant la période précédant les nouvelles négociations, les travaux de l'OCDE concernant les sujets de préoccupation immédiate, devraient être intensifiés. Les problèmes actuels dans le domaine des échanges agricoles sont graves. Il faudra que les dirigeants politiques fassent preuve de détermination pour que soient adoptées et mises en oeuvre les nouvelles orientations requises. Nous devrions continuer à souligner l'importance des travaux en cours dans l'Organisation sur les questions relatives aux échanges agricoles.

Nous devrions également achever les travaux, commencés en 1982, sur une nouvelle libéralisation du commerce des produits de la pêche.

Nous saluons les activités menées par l'Organisation dans le domaine des échanges de haute technologie. Le Canada appuie totalement les travaux en cours sur l'accès aux marchés réservés aux produits de haute technologie et sur les transferts de technologie.

Nous voudrions également souligner l'importance des travaux de l'OCDE sur les échanges relatifs aux services, ainsi que la nécessité d'accroître les efforts dans ce domaine. Nous sommes naturellement heureux de souscrire à la Déclaration sur les flux transfrontières de données. Cette Déclaration permettra de donner certaines assurances dans un domaine dont l'importance est décisive pour l'exploitation commerciale des technologies de l'information, et fournir des lignes directrices utiles aux gouvernements qui doivent élaborer des politiques dans ce domaine.

Enfin, le Canada est encouragé par les progrès réalisés en ce qui concerne les règles de transparence et de discipline applicables à l'utilisation des crédits mixtes et du financement associé. Le Canada souhaite réduire au minimum et, finalement, éliminer les effets de distortion du commerce que provoquent les subventions. En particulier, le Canada appuie fermement le train de mesures en cours d'élaboration, destinées à accroître la transparence et la discipline, et il espère qu'elles seront mises en oeuvre aussitôt que possible. Le Canada estime que ces mesures auraient dû aller plus loin en ce qui concerne la discipline, en proposant une augmentation importante de l'élément de subvention minimal; il continuera donc à oeuvrer dans ce sens. Tant que cet objectif n'aura pas été atteint, nous sommes résolus à assurer à nos exportateurs des conditions d'accès au financement qui leur permettent de demeurer concurrentiels sur les marchés mondiaux.